

**ISLAM EN SERBIE :
TENSIONS, DIVISIONS ET MANIPULATIONS**

Jean-Arnault DÉRENS

Rédacteur en chef du
Courrier des Balkans
<http://balkans.courriers.info>

Études et analyses – N° 16 – Décembre 2007

URL : http://religion.info/pdf/2007_12_islamserbie.pdf

© 2007 Jean-Arnault Dérens

La Serbie a vécu un mois de ramadan très agité : dans de nombreuses mosquées du Sandjak de Novi Pazar, dans le sud du pays, des altercations ont éclaté entre fidèles. La célébration du bajram (l'aïd el-fitr, qui marque la fin du mois de jeûne) a été placée sous haute surveillance policière, mais de nouvelles violences ont éclaté un mois plus tard dans une mosquée de Novi Pazar, le 16 novembre. En effet, la Serbie compte désormais deux Communautés islamiques rivales, depuis l'élection, durant ce mois de ramadan, de l'imam Adem Zilkic au rang de reis-ul-ulema de Serbie, nomination immédiatement contestée par le mufti du Sandjak de Novi Pazar, Muamer Zukorlic.

Ce dernier avait réussi à réunir sous sa houlette la plupart des communautés islamiques locales du pays. Il avait été élu président du *mesihat*¹ de la Communauté islamique en Serbie (*Islamska zajednica u Srbiji*), à l'issue d'une réunion convoquée à Novi Pazar en mars



Une boutique islamique dans le centre de la ville de Novi Pazar (© 2007 Hervé Dez).

dernier, à laquelle avaient assisté les dirigeants de la plupart des Communautés islamiques des pays d'ex-Yougoslavie. Cette Communauté reconnaît l'autorité spirituelle suprême du reis-ul-ulema de Bosnie-Herzégovine, Mustafa ef. Ceric, tandis que la nouvelle Communauté islamique de Serbie (*Islamska zajednica Srbije*) d'Adem Zilkic se veut totalement indépendante.

Il existe un « paradoxe serbe ». Alors que le régime de Slobodan Milosevic a ressuscité le nationalisme

serbe et déclenché un ouragan de guerres dans la région, la Serbie demeure un pays multiethnique et multiconfessionnel. Sans évoquer le Kosovo, dont l'appartenance à la Serbie est, pour l'essentiel, une fiction juridique depuis 1999, le pays compte de nombreuses minorités nationales : Slaves musulmans (ou « Bosniaques ») du Sandjak de Novi Pazar, Albanais de la Vallée de Presevo, Rroms présents dans tout le pays, Bulgares et Roumains de

¹ Organe exécutif de direction.

Serbie orientale... La province autonome de Voïvodine, au nord de la Serbie, présente toujours une complexe mosaïque nationale, avec plusieurs dizaines de communautés, de langues et de confessions différentes.

D'un point de vue confessionnel, à côté de la puissante Église orthodoxe serbe, le pays compte des communautés catholiques et protestantes (il s'agit surtout des Hongrois luthériens de Voïvodine), des Gréco-catholiques (les Ruthènes de Voïvodine), et de nombreux musulmans – qui sont de nationalité albanaise, bosniaque ou rrom.

Depuis la chute de Milosevic (5 octobre 2000), l'Église orthodoxe serbe tend à acquérir un poids social et politique croissant. Ces tendances hégémoniques de l'Église sont confortées par la politique de l'actuel Premier ministre, le conservateur Vojislav Kostunica, qui a introduit des cours de religion dans les écoles². En 2006, la Serbie a adopté une nouvelle Loi sur les religions, qui a été vivement critiquée par des institutions internationales comme le Conseil de l'Europe, qui dénonce le statut prépondérant accordé à l'Église orthodoxe. En réalité, cette loi favorise les confessions « traditionnelles » du pays, soit l'orthodoxie serbe, le catholicisme, l'islam, le judaïsme, les Églises protestantes « traditionnelles », par opposition aux nouvelles Églises évangélistes, ainsi qu'aux Églises orthodoxes « allogènes » (les Églises roumaine et bulgare, mais aussi macédonienne et monténégrine, qui comptent des fidèles en Serbie – les deux dernières Églises étant considérées comme schismatiques). L'esprit de la loi n'est en rien discriminatoire à l'encontre de l'islam, mais, contrairement à l'Église orthodoxe serbe, l'islam de Serbie ne disposait d'aucune organisation centralisée, du moins jusqu'à ces derniers mois.

Communauté musulmane : de l'unité à l'éclatement

À l'époque yougoslave, l'islam disposait de structures solides et bien hiérarchisées, ce qui assurait son développement, tout en permettant également aux autorités socialistes de pouvoir plus facilement le contrôler. Le reis-ul-ulema de Yougoslavie était à la tête de la Communauté islamique (*Islamska zajednica*) de Yougoslavie, dont le siège était basé à Sarajevo. Dans chaque république fédérée, on trouvait une Communauté islamique, rattachée à la Communauté centrale. Au niveau local, il existait des sections (*odbori*) de la Communauté islamique. Le siège de la Communauté islamique de Serbie était basé à Pristina, capitale de la Province autonome du Kosovo : ce centre, majoritairement albanophone, avait néanmoins autorité sur tous les musulmans de Serbie, notamment sur les Bosniaques du Sandjak de Novi Pazar. Deux langues étaient en effet en vigueur dans cet islam yougoslave : le « serbo-croato-bosniaque » et l'albanais, dominant au Kosovo et en Macédoine. Cependant, le rôle prédominant de Sarajevo était renforcé par l'existence en cette ville de la Faculté de théologie islamique Gazi Husrevbeg, qui formait la majorité des imams du pays, y compris ceux issus

² Toutes les communautés religieuses reconnues peuvent assurer ces cours, y compris la communauté musulmane. Les enseignants sont désignés par les structures religieuses, et payés par l'État.

des communautés albanaises. Bien sûr, toute cette belle organisation a volé en éclats dès le début des années 1990.

Après l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine et le début de la guerre dans ce pays (1992), la Communauté islamique de Yougoslavie est devenue une coquille vide, que seul son reis essayait de maintenir à bout de bras. Ce dernier reis fut Jusuf Selimovski, originaire de la République de Macédoine, elle aussi devenue indépendante. En 1993, une Communauté islamique de Bosnie-Herzégovine a officiellement été créée. Elle est toujours dirigée par le reis-ul-ulema Mustafa ef. Ceric, qui était précédemment mufti de Zagreb, en Croatie. La Communauté islamique de ce pays est restée dans l'orbite de Sarajevo, reconnaissant l'autorité suprême du reis Ceric.

Des Communautés islamiques ont également été créées en Macédoine, puis au Monténégro, tandis que l'islam de Serbie restait divisé. Des reis-ul-ulema sont à la tête des Communautés islamiques du Monténégro et de Macédoine – il s'agit respectivement aujourd'hui de Rifat ef. Fejzic et de Sulejman ef. Rexhepi. La Communauté islamique du Kosovo s'est totalement autonomisée, sous l'autorité de l'imam principal de Pristina, Naim Tërnavà. Cette communauté entretenait des relations suivies avec la Communauté islamique de Macédoine, mais presque aucune avec les autres musulmans de Serbie.

Ces musulmans de Serbie – hors Kosovo - appartiennent à plusieurs communautés. Les Boshniaques (ou Slaves musulmans) du Sandjak de Novi Pazar sont majoritaires à l'échelle locale dans les communes de Novi Pazar, Sjenica et Tutin. Le Sandjak étant partagé entre Serbie et Monténégro, on peut estimer la population musulmane de la partie serbe du Sandjak à quelque 200 000 personnes. Les Albanais de la Vallée de Presevo, tous musulmans, sont environ 100 000.

À ces deux communautés, il faut ajouter les nombreux immigrés, originaires de régions musulmanes des Balkans, installés à Belgrade et en Voïvodine. C'est ce phénomène qui vaut à la Voïvodine de disposer d'une population musulmane relativement importante. Dès 1968, les musulmans de Novi Sad avaient demandé l'envoi d'un imam et l'ouverture de lieux de culte adaptés. Cependant, ce n'est qu'en 1979 qu'un premier *mesdjid* fut installé à Novi Sad. Le premier imam, Redza ef. Nukic, arriva l'année suivante dans la capitale de la Voïvodine. En 1991, la Communauté islamique de Serbie décida de la création d'une Communauté islamique autonome en Voïvodine, qui devait répondre aux besoins des fidèles de Novi Sad, mais aussi d'autres villes, comme Beocin, Subotica, Zrenjanin, etc. À partir de 1991, la Voïvodine accueillit un grand nombre de réfugiés chassés par la guerre de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. La Communauté islamique s'engagea particulièrement dans l'accueil des réfugiés musulmans. Dans le même, elle ressentit aussi les conséquences de la montée des

nationalismes : le *mesdjid* de Novi Sad fut plusieurs fois attaqué et vandalisé au cours des années 1990³.

À Belgrade, l'islam est riche d'une vieille tradition. En 1804, lors de la prise de la ville par les insurgés serbes, ceux-ci détruisirent nombre de mosquées, tuant ou chassant les habitants musulmans. La capitale serbe ne compte plus qu'une seule mosquée, la fameuse mosquée Bajrakli, datant du XVI^e siècle, mais il existe encore quelques vieilles et riches familles musulmanes, souvent liées à Bosnie-Herzégovine. De plus, la capitale a attiré nombre de migrants venus de toutes les régions de l'ancienne Yougoslavie. Même si le nombre des Albanais ou des Bosniaques résidant à Belgrade a été drastiquement réduit durant les guerres, certains sont toujours là.

On compte aussi des communautés musulmanes et des mosquées dans quelques villes de Serbie, comme Nis, Smederevo, Cacak, etc. Les vieilles mosquées de Belgrade et de Nis ont été attaquées et vandalisées par des manifestants serbes lors des émeutes de mars 2004 au Kosovo. La grande majorité des Roms, présents dans toute la Serbie, sont de confession musulmane, mais ils sont souvent très peu pratiquants, ou bien appartiennent à des ordres de derviches soufis⁴.

Depuis 1993, aucune structure n'unissait plus les musulmans de Serbie, même si le mufti de Belgrade, Hamdija Jusufspahic, entendait représenter l'ensemble de la communauté. De fait, pourtant, la Communauté islamique du Kosovo fonctionnait sans aucune relation particulière avec Belgrade, tandis que celle du Sandjak affirmait également son autonomie sous la houlette du mufti Muamer Zukorlic.

Novi Pazar, Sarajevo et Belgrade

Depuis 1993, l'islam de Serbie était donc totalement éclaté. En 1993, Muamer Zukorlic, alors âgé de 26 ans, à peine revenu d'Algérie où il avait fait ses études, se fit élire mufti du Sandjak, et parvint à construire une Communauté islamique dynamique⁵, créant une medresa, et construisant de nombreuses mosquées à travers toute la région. Ces dernières années, le dynamique mufti a également créé une Faculté de théologie islamique, et une Université privée, non confessionnelle, mais dont il est le recteur. Fort lié à Sarajevo, Muamer Zukorlic

³ On peut trouver un résumé de l'histoire de la Communauté islamique de Voïvodine sur <http://www.islamvojvodina.com/10history.htm>

⁴ Lire J.A.Dérens et Laurent Geslin, « Balkans : les derviches, entre tradition et adaptations », in *Religioscope*, 25 novembre 2006, http://religion.info/french/articles/article_283.shtml

⁵ Lire J.A.Dérens, « Balkans : le Sandjak de Novi Pazar, carrefour de l'islam radical ? », in *Religioscope*, 3 septembre 2004, http://religion.info/french/articles/article_92.shtml

est également très bien dans nombre de pays du monde arabo-musulman, qui contribuent certainement à financer ses ambitieux projets. Sa première épouse est d'ailleurs jordanienne⁶.

Muamer Zukorlic a réussi à diriger la Communauté islamique durant les dures années du régime de Slobodan Milosevic, quand le Sandjak de Novi Pazar accueillait massivement des réfugiés chassés par les conflits voisins (Bosnie-Herzégovine et Kosovo) et se trouva lui-même à plusieurs reprises au bord de sombrer dans la guerre.

Il dut également composer avec une scène politique marquée par le vieil affrontement entre le Parti de l'action démocratique (SDA) de Sulejman Ugljanin et son rival Rasim Ljajic. Sulejman Ugljanin est une figure historique du nationalisme bosniaque dans le Sandjak. Au début des années 1990, il avait organisé un référendum clandestin d'autodétermination des Bosniaques de la région. En 1993, il s'exile en Turquie, dont il revient en 1996 : son parti remporte alors les élections municipales à Novi Pazar, Tutin et Sjenica. Ce développement du

SDA est étrangement toléré par le régime de Milosevic, tandis que la puissance de Sulejman Ugljanin s'appuie sur le dynamisme économique de la région, qui se spécialise alors dans la contrefaçon de vêtements en toile de jeans, une activité tombée en désuétude après la levée des sanctions internationales contre la Serbie en 2000. Sulejman Ugljanin est également très lié au SDA de Bosnie-Herzégovine, dont nombre de hauts dirigeants sont d'ailleurs originaires du Sandjak

Son rival Rasim Ljajic resta cantonné dans une position politique marginale jusqu'à la chute du régime de Milosevic, le 5 octobre 2000. Rasim Ljajic a en effet fait le choix de lier son sort à celui de l'opposition démocratique serbe. Depuis 2000, il n'a cessé d'occuper des positions ministérielles à Belgrade, ce qui lui a permis de développer son Parti démocratique du



Le Mufti Muamer Zukorlic (© 2007 Hervé Dez).

⁶ Muamer Zukorlic a pris une seconde épouse, bosniaque, la pratique de la polygamie étant a priori inconnue et fort mal vue chez les musulmans du Sandjak.

Sandjak (SDA), qui fait aujourd'hui jeu égal dans les urnes avec le SDA. À Sarajevo, Rasim Ljajic s'est rapproché dès le milieu des années 1990 de Haris Silajdzic, Premier ministre durant la guerre, puis dissident du SDA.

Des relations étroites – mais mal connues – unissent Rasim Ljajic à Muamer Zukorlic et, dans le bras de fer entre les deux hommes politiques dominants du Sandjak, le mufti a clairement pris position contre Sulejman Ugljanin. Ce dernier est issu d'une vieille famille bosniaque de Novi Pazar, il jouit d'une réputation de grande piété et sa femme porte le voile depuis le milieu des années 1990. Cependant, son discours politique se réfère davantage à l'affirmation laïque du nationalisme bosniaque qu'à la dimension proprement religieuse : dans la vision de Sulejman Ugljanin, l'islam constitue assurément le soubassement de l'identité bosniaque, mais pas forcément le principal objectif politique.

La relation de Rasim Ljajic à l'islam est encore plus complexe à comprendre : il ne s'affiche guère à la mosquée, et cultive au contraire, à Belgrade, une attitude de démocrate « occidentalisé ». À Novi Pazar, il reprend par contre la posture d'un véritable chef de clan, et il n'a jamais exprimé la moindre critique publique du mufti Zukorlic, même quand celui-ci semblait favoriser l'implantation des réseaux wahhabites.

Pour sa part, Muamer Zukorlic entretenait également des relations excellentes avec le Premier ministre démocrate de Serbie Zoran Djindjic, assassiné le 12 mars 2003.

La situation politique serbe a connu un net retournement après la victoire du « démocrate conservateur » Vojislav Kostunica aux élections du 28 décembre 2003. Devenu Premier ministre, Vojislav Kostunica choisit de s'allier avec Sulejman Ugljanin, pour contrer l'influence du Parti démocratique (DS), proche de Rasim Ljajic. Concrètement, les deux députés du SDA au Parlement de Belgrade apportent leur soutien au DSS de Vojislav Kostunica, tandis qu'en échange, Sulejman Ugljanin est supposé être maître de Novi Pazar.

Par ailleurs, Vojislav Kostunica a repris à son service nombre d'anciennes figures des réseaux de l'ombre du régime Milosevic, comme Rade Bulatovic, devenu chef des services secrets (BIA). Ces derniers ont probablement déterminé une approche et une gestion « policière » de la question du Sandjak. Formant un carrefour entre Serbie, Monténégro, Kosovo et Bosnie-Herzégovine, la région présente le plus haut intérêt stratégique. De surcroît, elle est le carrefour de nombreux trafics, notamment celui des stupéfiants.

Presevo et Pristina

Les tensions internes à l'islam serbe sont totalement liées aux soubresauts politiques qui agitent la région. Ainsi, l'évolution de la communauté musulmane de la Vallée de Presevo est-elle totalement surdéterminée par l'évolution des relations entre la Serbie et le Kosovo.

La Vallée de Presevo, dans le Sud de la Serbie, est une petite région accolée au Kosovo, mais qui n'a pas été rattachée au territoire de la province autonome à l'époque yougoslave.

Quelque 100 000 Albanais vivent dans les trois communes de la Vallée de Presevo – que beaucoup d'Albanais préfèrent d'ailleurs appeler « Kosova e lindore » (Kosovo oriental, en albanais). Les Albanais forment plus de 85% de la population de la commune de Presevo, environ 55% de celle de Bujanovac, et représentent 10 à 15% des habitants de Medvedja.

Région pauvre et oubliée du pouvoir central, malgré sa position stratégique évidente, sur la route menant en Macédoine, la Vallée de Presevo survit essentiellement grâce aux apports financiers de l'importante diaspora, principalement établie en Suisse. Dans les années 1990, les Albanais de la Vallée de Presevo se sentaient solidaires de leurs frères du Kosovo, mais ils n'ont pas développé la même stratégie politique : ils participaient au fonctionnement normal des institutions de l'État serbe, et l'Albanais Rizah Halimi a dirigé la commune de Presevo durant près de 15 ans.

En 1999, durant les bombardements de l'OTAN, un très lourd climat de peur s'est cependant abattu sur la région, désertée par beaucoup de ses habitants. En 2000 et 2001, la région vit se développer une guérilla albanaise, l'Armée de libération de Presevo, Medvedja et Bujanovac (UCPMB), qui avait établi ses quartiers dans la « zone de sécurité » interdite aux forces de sécurité serbo-yougoslave le long des frontières du Kosovo, sur une épaisseur de cinq kilomètres. En mai 2001, l'émissaire du gouvernement de Belgrade, le vice-Premier ministre Nebojsa Covic parvint à négocier un accord de désarmement de la guérilla en échange d'un plan de développement de la région, dont les effets réels tardent toujours à se faire sentir.

Dans ce contexte tendu, les structures islamiques de la Vallée de Presevo eurent du mal à prendre leurs marques. Tous les Albanais de la région sont musulmans et, hormis les populations rroms, majoritairement musulmanes, il n'existe pas d'autre groupe ethnique de confession musulmane. À l'exception des Rroms, la situation qui prévaut est donc celle d'une confrontation entre Serbes orthodoxes et Albanais musulmans. De tradition, la pratique religieuse est d'ailleurs considérée comme forte chez les Albanais de Presevo.

Les Communautés islamiques locales de Presevo (IZP) et Bujanovac (IZB) disposaient, en 2003, de 38 mosquées et 40 imams. Ces deux structures locales étaient rattachées à la Communauté islamique du Kosovo – situation logique, ne serait-ce que pour d'évidentes raisons linguistiques. Les revues et les documents édités en langue albanaise à Pristina ou à Skopje étaient diffusés à Presevo. Cependant, le positionnement politique particulier des Albanais de la Vallée de Presevo se reflétait aussi dans l'attitude des cadres religieux, nullement hostiles à une collaboration avec les autres musulmans du reste de la Serbie.

Le vice-Premier ministre serbe Nebojsa Covic, également chef du Centre de coordination du gouvernement serbe pour la région, eut à cœur de susciter une dissidence, avec la création en 2003 d'une nouvelle Communauté islamique de Presevo, Bujanovac et Medvedja (IZPBM), qui se dissocia des structures islamiques du Kosovo⁷. Cette nouvelle communauté reste minoritaire et regroupe seulement quelque 10 imams. Une violente polémique éclata entre les imams albanais restés fidèles à Pristina et ceux ralliés à la nouvelle structure. Cette opposition recoupait partiellement les confrontations entre les différents partis politiques albanais de la région. La gestion de la crise par Nebojsa Covic fut aussi caractérisée par un niveau élevé de corruption, moyen simple et efficace d'acheter la « loyauté » des représentants albanais.

L'imam Nexhmedin Ademi, secrétaire de l'IZPBM pour la commune de Presevo, rejette cependant ces accusations. Pour lui, la création d'une nouvelle Communauté visait justement à écarter l'islam local des rivalités politiques. Il reconnaît cependant que l'objectif est loin d'avoir été atteint, et la Communauté islamique fidèle à Pristina demeure largement majoritaire⁸. Le chef de cette dernière, l'imam principal Naim Tërnavà est notoirement proche du Parti démocratique du Kosovo (PDK), la formation qui regroupe, sous la direction de Hashim Thaçi, la majorité des anciens guérilleros du Kosovo et qui représente une option radicale du nationalisme albanais.

Unification et nouveau schisme

Le 27 mars 2007, le mufti du Sandjak prit l'initiative de convoquer à Novi Pazar une réunion d'unification de l'islam de Serbie. Cette réunion déboucha sur la création d'une Communauté islamique en Serbie, basée à Novi Pazar. Muamer Zukorlic fut élu président du *mesihat* de cette Communauté, placée sous l'autorité spirituelle du reis-ul-ulema de Sarajevo, Mustafa ef.Ceric, qui assistait à la réunion, tout comme les reis-ul-ulema du Monténégro et de Bosnie-Herzégovine. L'imam principal du Kosovo, Naim Tërnavà, n'était pas présent à la réunion pour des raisons de sécurité – il ne voulait pas se rendre en Serbie – mais il apporta publiquement son soutien à l'initiative. Cette présence des plus hauts dignitaires musulmans de la région indiquait la large reconnaissance obtenue par Muamer Zukorlic.

La réunion réunit des représentants de la Communauté islamique du Sandjak, de celle de Voïvodine et de celle de Presevo (tendance Pristina). Le mufti de Belgrade, Hamdija Jusufspahic, dénonça cependant cette initiative, qu'il qualifia de « coup de force » du mufti

⁷ Lire Ragmi Rexhepi, « Querelle de minarets dans la Vallée de Presevo », in *Le Courrier des Balkans*, 6 février 2004, <http://balkans.courriers.info/article4070.html>

⁸ Entretien avec l'auteur, 19 novembre 2007.

Zukorlic, tandis que la Communauté islamique de Presevo, Bujanovac et Medvedja était également absente, mais observait une prudente réserve⁹.

Les arguments développés par le mufti de Belgrade étaient de deux natures : la nouvelle communauté ne regrouperait que les musulmans bosniaques – ce qui n’est pourtant pas exact – et elle serait inféodée aux intérêts politiques de Pristina et surtout de Sarajevo. On peut penser que les intérêts personnels de Hamdija Jusufpahic ont suscité cette « querelle de minarets », mais l’attitude du mufti de Belgrade rencontra bien sûr le soutien tacite des autorités politiques serbes, peu désireuses de voir Sarajevo étendre ainsi son influence.

Le ministère des Religions enregistra pourtant la nouvelle Communauté, en passe d’acquiescer une pleine légitimité, malgré la résistance du mufti de Belgrade. Cependant, six mois plus tard, le 3 octobre, en plein mois de ramadan, des imams de plusieurs villes du Sandjak se réunissaient à Novi Pazar, et annonçaient la formation d’une nouvelle Communauté islamique de Serbie et l’élection de Adem Zilkic au rang de reis-ul-ulema de Serbie, pressant Muamer Zukorlic de démissionner de ses fonctions¹⁰. Dans la nouvelle organisation, le reis Zilkic assure la présidence du *rijaset* de la nouvelle Communauté islamique de Serbie. Il est assisté de deux vice-présidents, le mufti de Belgrade et l’imam Hasib Suljovic, qui a été élu mufti du Sandjak. Le siège de cette nouvelle Communauté islamique est également fixé à Novi Pazar, à quelques dizaines de mètres seulement du vaste complexe qui abrite la *medresa* de la ville et le siège du *mesihat* resté sous le contrôle de Muamer Zukorlic. Selon les estimations les plus optimistes, la nouvelle Communauté pourrait compter sur une dizaine d’imams dans le Sandjak, sur les 140 que compte la région. Par contraste avec le ralliement immédiat de Belgrade, la Communauté islamique de Voïvodine est restée fidèle à Muamer Zukorlic, tout comme la Communauté islamique de Presevo et de Bujanovac – tendance Pristina. Seule l’IZPMB demeure hésitante, et pourrait peut-être se rallier à nouvelle Communauté, selon l’imam Nexhmedin Ademi.

Dès le 5 octobre, deux jours après la création de la nouvelle Communauté, des affrontements physiques ont éclaté pour le contrôle de la mosquée de Sjenica, une ville du Sandjak, située à une cinquantaine de kilomètres de Novi Pazar. L’attitude de la police ne manqua pas de surprendre : venue pour « séparer » les partisans de Muamer Zilkic et ceux du reis Zilkic, présent sur les lieux, elle prit ouvertement parti pour ces derniers, frappant un imam pro-Zukorlic¹¹.

⁹ Lire Sladjana Novosel, « L’islam de Serbie tente de s’unifier à Novi Pazar », in *Le Courrier des Balkans*, 29 mars 2007, http://balkans.courriers.info/article.php?id_article=8015

¹⁰ Lire « Sandjak : nouveau schisme au sein de la Communauté islamique », in *Le Courrier des Balkans*, 5 octobre 2007, <http://balkans.courriers.info/article8922.html>

¹¹ Lire « Ramadan de choc dans le Sandjak : la police investit la mosquée de Sjenica », in *Le Courrier des Balkans*, 9 octobre 2007, <http://balkans.courriers.info/article8951.html>

Muamer Zukorlic dénonce violemment une « création politique et policière ». La nouvelle Communauté jouit en effet du soutien du SDA de Sulejman Ugljanin. Lors du « meeting » en plein air (et sous la pluie) qui a marqué l'intronisation du nouveau reis, accompagné d'un impressionnant déploiement policier, les gardes du corps de Sulejman Ugljanin et les gros bras du parti étaient bien visibles autour d'Adem Zilkic – y compris certaines figures locales du banditisme¹². Pour Muamer Zukorlic, Sulejman Ugljanin a réalisé « son vieux rêve de contrôler la communauté islamique », grâce au soutien du Parti démocratique de Serbie (DSS) du Premier ministre serbe Vojislav Kostunica et des services secrets (BIA)¹³. Le mufti pointe particulièrement le rôle joué par Milan Radulovic, ancien ministre des Religions et conseiller de l'actuel ministre Radomir Naumov. En avril, le *mesihat* avait officiellement demandé, dans une lettre adressée à Vojislav Kostunica et au Président de la République, Boris Tadic, l'ouverture des dossiers secrets des imams, dont certains auraient été des collaborateurs de la police secrète à l'époque de Milosevic, voire sous le communisme¹⁴. Tel serait, selon Muamer Zukorlic, le cas d'Adem Zilkic.

De nouveaux affrontements ont éclaté le vendredi 16 novembre devant la mosquée Altun-Alem, la grande mosquée de Novi Pazar, à l'heure de la *djuma*, la grande prière de 13 heures. Là encore, le parti pris de la police semblait évident. Cependant, le mufti Zukorlic regarde les événements avec une certaine satisfaction : « l'opération Zilkic » n'a pas pris parmi les fidèles ni les imams. Jamais la cote de popularité de Muamer Zukorlic n'a été si élevée dans la population. Cependant, le mufti ne se déplace plus en ville qu'accompagné de trois jeeps d'escorte et d'une quinzaine de gardes du corps... Selon Muamer Zukorlic, Sulejman Ugljanin aurait pris « l'initiative de trop » en soutenant la nouvelle Communauté, mais l'intérêt de l'opération demeure grand pour Belgrade : les médias serbes proches du régime présentent en effet le mufti du Sandjak et ses partisans comme des extrémistes, jouant sur les peurs que suscite l'islam radical.

Pan-islamisme et « dorsale verte »

Les propagandistes serbes dénoncent depuis longtemps la formation d'une « dorsale verte », qui relierait le Kosovo à la Bosnie, via le Sandjak de Novi Pazar. Cette dorsale représenterait une voie pénétrante de l'islam radical en Europe, entretenue par les USA – grands soutiens de la cause albanaise au Kosovo – dans le but d'affaiblir l'Europe¹⁵. Cette projection géopolitique repose sur bien de choses, et méconnaît les spécificités politiques et

¹² Une vidéo de l'événement est disponible sur youtube : <http://youtube.com/watch?v=9TTww1BFTIc&feature=related>

¹³ Entretien avec l'auteur, 21 octobre 2007.

¹⁴ Lettre adressée le 19 avril 2007, disponible auprès du *mesihat*.

¹⁵ Cette vision est relayée chez certains géopoliticiens pamphlétaires devenus spécialistes de l'islamophobie, comme Alexandre Del Valle (*Guerres contre l'Europe. Kosovo, Bosnie, Tchétchénie*, Paris, 2001) ou Alexis Troude (*Géopolitique de la Serbie*, Paris, 2006).

géographiques du Sandjak¹⁶. Cependant, il existe bien un projet pan-islamiste balkanique, exprimé de longue date.

L'identité bosniaque hésite en effet depuis longtemps entre deux définitions, l'une nationale, l'autre purement confessionnelle. Alors que la première met l'accent sur le territoire historique de la Bosnie-Herzégovine et reconnaît la diversité nationale et confessionnelle du pays, la seconde lie davantage le sort des Bosniaques de Bosnie-Herzégovine à ceux du Sandjak et des autres régions d'ex-Yougoslavie. Elle voudrait même proposer un projet commun à tous les musulmans des Balkans, de langue slave ou albanaise.

Les élections législatives du 1^{er} octobre 2006 en Bosnie-Herzégovine se sont soldées par un petit tremblement de terre politique. Le candidat à la Présidence de la République présenté par le Parti de l'action démocratique (SDA), de feu Alija Izetbegovic, traditionnellement dominant dans la communauté musulmane et historiquement lié aux structures de l'islam, a été battu par Haris Silajdzic, le chef du Parti pour la Bosnie-Herzégovine (SBiH). Or, ce dernier a bénéficié d'un soutien ouvert du reis-ul-ulema Mustafa ef.Ceric, qui a donc fait la démonstration du grand pouvoir politique de l'islam¹⁷.

Haris Silajdzic a quitté le SDA aux plus noirs moments de la guerre, quand l'essentiel des dirigeants du parti était prêts à se rallier à l'option d'une « petite Bosnie musulmane », sur un territoire tronqué. Haris Silajdzic se présentait comme le défenseur d'une Bosnie intégrale, unie et laïque. La situation politique a changé, et Haris Silajdzic entend réunifier – pacifiquement - une Bosnie où les musulmans formeraient une incontestable majorité. Son parti revendique notamment la disparition des « entités » entre lesquelles se divise le pays. Ce projet est parfaitement acceptable par les dirigeants religieux. Si le reis Ceric reconnaît en toute sincérité le caractère multiconfessionnel de la Bosnie, il tient néanmoins à ce que l'islam occupe une position sociale privilégiée dans le pays, ce qui n'est plus incompatible avec un projet de réunification de la Bosnie. Haris Silajdzic a eu à cœur de courtiser les dignitaires religieux, sceptiques envers l'*aggiornamento* du SDA engagé depuis la mort d'Alija Izetbegovic (2004) par son dirigeant Sulejman Tihic.

À Novi Pazar, le partenaire privilégié de Haris Silajdzic n'est autre, de longue date, que Rasim Ljajic, le dirigeant du Parti démocratique du Sandjak (SDP). Or, Rasim Ljajic est étroitement lié au mufti Zukorlic. On voit donc se dessiner politico-religieux cohérent, réunissant le reis Ceric, le mufti Zukorlic, Haris Silajdzic et Rasim Ljajic. Cet axe s'élargit même à Naim Tërnavë, l'imam principal du Kosovo, mais il marginalise le SDA en Bosnie-

¹⁶ Lire J.A.Dérens et Laurent Geslin, « Le Sandjak de Novi Pazar, un foyer de tension en Europe du Sud-Est », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°1058, novembre-décembre 2006, pp.78-93.

¹⁷ Lire Saida Mustajbegovic et Nerma Jelacic, « Bosnie : la nouvelle stratégie politique des dirigeants religieux », *Le Courrier des Balkans*, 2 octobre 2006, <http://balkans.courriers.info/article7089.html>

Herzégovine, et se situe en franche opposition avec Sulejman Ugljanin, maire de Novi Pazar et chef du SDA du Sandjak.



Èlèves de l'école coranique de Novi Pazar
(© 2007 Hervé Dez).

Cet axe ne correspond pas forcément à un projet agressif d'islamisation ou de réunification du Sandjak à la Bosnie. Il exprime plutôt la réalité de relations privilégiées et d'une vision commune et « modernisatrice ». Une plus jeune génération cherche à mettre sur la touche la vieille garde nationaliste bosniaque que représente, parmi d'autres, Sulejman Ugljanin. Dans le monde albanais, cet axe « moderniste » inclut Naim Tërnavaj, mais aussi le reis de Macédoine, Sulejman ef. Rexhepi, très proche du Parti démocratique de l'intégration (BDI), le parti qui regroupe les anciens guérilleros albanais de ce pays, et il marginalise donc des formations politiques plus « traditionnelles », comme la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) de feu Ibrahim Rugova, ou le Parti démocratique des Albanais de Macédoine (PDSH), longtemps dirigé par Arbën Xhaferi.

Ce projet doit être relié à la vision avant-gardiste exprimée par le reis Cerić lors de la conférence d'Istanbul, en juillet 2006. À l'issue de cette conférence, qui a réuni de nombreux théologiens musulmans d'Europe, le reis a lu une « Déclaration de l'islam européen », qui reconnaît explicitement la liberté de croyance, en se basant sur le Coran (« Nulle contrainte en religion ! Car le bon chemin s'est distingué de l'égarement », al-Baqarah, 2 :256 ; « Celui-ci qui le veut, qu'il croie, et celui-là qui le veut, qu'il soit incrédule », Al-Kahf, 18 :29). La déclaration cherche à définir la place spécifique qui pourrait revenir à l'islam et aux croyants dans les sociétés sécularisées et multiconfessionnelles d'Europe. La déclaration souligne que « l'une des règles de toute société démocratique est la liberté religieuse »¹⁸.

Avec cette reconnaissance explicite de la liberté de croyance, le reis entend définir une voie spécifique de l'islam européen, en revendiquant sa longue présence sur le continent (Espagne

¹⁸ On peut trouver le texte intégral de la Déclaration dans « Les islams des Balkans », *Cahiers du Courrier des Balkans* n°5, mai 2007, disponible à l'adresse suivante : http://balkans.courriers.info/article_boutique.php3?id_article=8269

et Sicile médiévales), et sa présence continue dans les Balkans depuis six siècles. Mustafa ef.Ceric rêve certainement de devenir aussi le porte-parole d'un islam qui s'élargirait aux communautés immigrées d'Europe occidentale. Issu de Balkans théoriquement promis à une rapide intégration européenne, peut-être deviendra-t-il un jour un des principaux dignitaires religieux de l'Union ?

Pour cela, encore faut-il qu'il parvienne à unifier l'islam balkanique. Si la création d'une nouvelle Communauté islamique qui réunirait tous les musulmans de la région paraît hors de portée¹⁹, le reis cherche au moins à étendre son influence sur la Serbie, et à se faire reconnaître comme un « primus inter pares » officieux par les chefs des communautés musulmanes du Kosovo, du Monténégro, d'Albanie et de Macédoine. L'objectif n'est pas impossible à atteindre, tant sont grands le prestige de Sarajevo et le dynamisme de Mustafa ef.Ceric.

Il va par contre de soi que ce projet à tout pour déplaire aux autorités de Belgrade, enclines à dénoncer toute influence bosniaque sur des affaires « intérieures » serbes, dans le Sandjak comme au Kosovo. De surcroît, le pourrissement de la situation politique au Sandjak est directement encouragé par certains secteurs de l'appareil d'État serbe, qui tiennent à conserver, pour des raisons politiciennes, un foyer de tension capable, peut-être, de faire oublier l'éventuelle perte du Kosovo.

Inconnue wahhabite et manipulations policières

En mars 2007, un coup de tonnerre éclata dans le Sandjak de Novi Pazar, quand la police serbe annonça avoir démantelé un camp d'entraînement wahhabite dans un village reculé de la région. Une seconde opération de police et de sérieux affrontements, en avril, se soldèrent par la mort du chef présumé du groupe wahhabite, Ismail Prentic, et l'arrestation de ses lieutenants²⁰.

La présence de réseaux wahhabites est attestée depuis plusieurs années à Novi Pazar. Ils se réunissaient habituellement à la mosquée Arap-dzamija, dans le centre de la ville. Depuis quelques années, leur présence de plus en plus visible s'accompagnait de comportements agressifs (attaque d'un concert à l'été 2005, provocations verbales contre des jeunes filles vêtues de manière « immorale »). Il s'agit de jeunes gens de la région, et aucun

¹⁹ L'islam d'Albanie ne semble pas être impliqué dans ces projets.

²⁰ Lire « Sanglants affrontements entre la police et les wahhabites dans le Sandjak », in *Le Courrier des Balkans*, 20 avril 2007, <http://balkans.courriers.info/article8147.html>

« missionnaire » étranger n'a jamais été vu. Cependant, ces réseaux locaux entretiennent certainement des liens avec des groupes wahhabites de Bosnie-Herzégovine et du Kosovo²¹.

La plupart des analystes estiment que le mufti Zukorlic a délibérément favorisé l'installation de ces wahhabites dans la ville, avant de rompre totalement avec eux. Depuis un an au moins, il est clair que le mufti et les institutions de la Communauté islamique représentent les cibles de la violence des wahhabites (affrontements et tirs dans la mosquée Arap-dzamiya le vendredi 3 novembre 2006).²² Du coup, ces derniers auraient pu se rapprocher du SDA et de Sulejman Ugljanin : lors de la *dzenaza* publique (prière des morts) du militant du SDA tué durant les élections du 10 septembre 2006, le corps a été porté par des wahhabites, après avoir été déposé dans la mosquée Arap-dzamiya.

Sûrement affectés par les événements du printemps 2007, les réseaux wahhabites du Sandjak demeurent néanmoins actifs. Ils représentent une variable inconnue, mais non négligeable dans le bras de fer qui oppose les fractions politico-religieuses du Sandjak. Ils sont enfin particulièrement susceptibles de faire l'objet de manipulations de la part de la police et des services secrets.

Pour le gouvernement serbe de Vojislav Kostunica, le maintien d'un niveau élevé de tensions dans le Sandjak de Novi Pazar est d'un intérêt politique évident. Alors que le dénouement de la crise du Kosovo s'approche inéluctablement, il s'agit d'entretenir un autre foyer de crise, susceptible de pouvoir détourner l'attention de l'opinion publique. De même, présenter la Serbie comme un pays « en lutte contre l'extrémisme islamique » pourrait être avantageux sur la scène internationale. Cependant, les jeux troubles qui se mènent à Novi Pazar pourraient avoir de redoutables conséquences, en finissant par favoriser réellement le développement de ces courants radicaux.

Jean-Arnault Dérens

²¹ En septembre, la KFOR a annoncé l'arrestation à Mitrovica d'un individu présenté comme « le chef des réseaux wahhabites du Kosovo », qui aurait été lié au groupe du Sandjak, avant de pratiquer un black-out total sur cette information.

²² De même, en Bosnie, le reis Cerić se trouve en position de confrontation de plus en plus nette avec les réseaux wahhabites.